



La Commune



Pays Basque : Des paramètres qui bougent (Tribune libre à EKAITZA)

Les élections générales viennent d'avoir lieu au Royaume d'Espagne avec des résultats inattendus. La surprise est venue avant tout de la Catalogne et du Pays Basque où Podemos est arrivé en tête, devant les partis nationalistes et surtout devant la gauche indépendantiste. C'est une notion à intégrer plus particulièrement sur ces deux entités à la recherche de leur indépendance.

Pour la Catalogne, il est sûr que le Partido Popular (PP) et le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) opposeront un barrage à la voie référendaire. De plus, la gauche radicale catalane, la CUP, ne se présentait pas aux élections. Podemos a donc capitalisé sur le désir d'indépendance et sur l'absence de gauche catalane.

En Pays Basque, lors des dernières élections, la coalition EH Bildu qui rassemble la gauche radicale traditionnelle de Sortu, les centristes de Eusko Alkartasuna (EA) et Alternatiba, une scission du mouvement Izaquierda Unida en Pays Basque, avait obtenu le plus de voix et le plus d'élus. Mais cette coalition a subi un revers important perdant plus de 40 % de ses voix.

Une situation particulière

Comme en Catalogne, beaucoup de Basques ont voté Podemos pour qu'il y ait un réel changement à Madrid et une possibilité à terme de faire évoluer la situation vers l'indépendance. Est-ce aussi simple ?

Le Pays Basque est dans ce qu'il est convenu d'appeler un processus de paix. On ne sait que peu de choses sur ce qu'il s'y déroule, les rencontres avec les facilitateurs ne font pas l'objet de comptes-rendus exhaustifs. La méthode en place est construite sur les principes Mitchell (ex-sénateur démocrate étasunien et ancien membre du comité directeur du groupe Bilderberg) qui ont posé les bases du processus irlandais. Suivant ces principes, l'organisation ETA a donc mis fin à la lutte armée, comme l'IRA, mais avec la différence que les prisonniers politiques basques, plus de 600 au moment de la décision d'ETA et plus de 400 encore aujourd'hui, ne sont pas sortis dans les deux ans qui ont suivi l'annonce de la fin de la lutte armée comme en Irlande. Il faut préciser que les paramilitaires unionistes avaient aussi été libérés. Contrairement à l'Irlande, aucun accord n'a été conclu avec l'État espagnol et encore moins avec l'État français.

Un groupe étoffé

La place manque ici pour citer tous les « facilitateurs » qui opèrent sur ce processus. Ils sont à majorité anglo-saxonne, comme Brian Currin, avocat sud-africain, Jonhattan Powell, ex-chef de cabinet de Tony Blair au moment du mensonge irakien, Raymond Kendall, ex-directeur d'Interpol entre autres. On y trouve aussi l'ancien ministre Pierre Joxe et l'israélo-argentin, Alberto Spektorowski, présent à Camp David et membre actif des centres sionistes sud-américains.

Le processus a été engagé sur une démarche unilatérale, l'objectif étant de « rassembler des forces » pour faire bouger les gouvernements espagnol et français. Depuis le démarrage officiel en 2011, les États espagnol et français n'ont pas bougé d'un millimètre. Ou plutôt dans un autre sens, tout le monde s'accordant à dire que les conditions de détention des prisonniers politiques basques se sont détériorées. Aujourd'hui, il y a un bon nombre de prisonniers basques gravement malades et d'autres qui pourraient bénéficier d'une conditionnelle. Mais la politique commune franco-espagnole fait un blocage.

Remise en question ?

Le processus est au point mort, le leader emprisonné de Sortu, Arnaldo Otegi, a même récemment déclaré : « il n'y a pas de processus ». La recherche de soutien de la gauche basque s'est souvent tournée vers la droite basque pour essayer de débloquer les choses et de construire un rapport de force, glissant par là même vers un nationalisme affirmé, l'indépendance d'abord, on verra le reste après. Le PSOE, comme le PS français ont également été ménagés, dans l'espoir sans doute que des deux côtés de la Bidasoa il puisse y avoir une entente, peine perdue.

La situation est compliquée, d'abord parce que plus de 400 personnes restent enfermées dans des conditions d'exception, dans des prisons très éloignées de leur lieu de vie. De plus, la crise a donné un autre visage à l'État espagnol, Podemos représente un espoir, à l'instar de Syriza. Espérons qu'ils ne le détruiront pas comme ces derniers. Au Royaume d'Espagne, la République fait de plus en plus d'émules. Cela a des conséquences en Pays Basque. La rupture avec l'actuel pouvoir est indispensable pour avancer, elle ne peut se faire que par une lutte de construction nationale et sociale. Comme tous les peuples qui se sont libérés, les Basques ont besoin de construire leur Grand Récit, celui de la construction d'un Pays Basque pour tous, pluriel, multiculturel, un pays qui devra inventer son socialisme.

Modifié le mardi 05 janvier 2016

Voir aussi dans la catégorie Pays Basque



Une seule exigence : L'amnistie de tous les emprisonnés et exilés

Le Mouvement pour l'Amnistie mobilise pour le droit à l'amnistie pour l'ensemble des prisonniers et exilés politiques. La bataille pour l'amnistie est hautement politique, elle est partie... >>

Pourquoi la gauche abertzale est en crise

La rupture de stratégie de Sortu et ETA avec l'acceptation de la formule de réinsertion individuelle imposée par l'État espagnol accentue les critiques faites à leur égard. ATA (Aministia ta... >>



Le Mouvement pour l'Amnistie et contre la répression ...Et la compromission

Le mouvement abertzale 1 de gauche est divisé sur la question des prisonniers et exilés politiques. Le nouveau Mouvement pro- Amnistie et contre la Répression conteste la politique menée par la... >>

Les élections générales viennent d'avoir lieu au Royaume d'Espagne avec des résultats inattendus. La surprise est venue avant tout de la Catalogne et du Pays Basque où Podemos est arrivé en... >>

Quarante ans après l'exécution de Txiki et Otaegi(1), la répression continue

Les États français et espagnols n'ont de cesse de traquer les militants politiques basques, les arrestations se multiplient des deux côtés de la frontière. Les polices travaillent main dans la... >>

Entre répression et alliances contre-nature

Les gouvernements successifs de l'État Espagnol ont maintenu une politique de répression envers les militants basques. Le gouvernement Rajoy ne fait pas exception. Nombre de militants sont... >>
